

LES ASSOCIATIONS DE QUARTIER EN ITALIE DU SUD : DEVELOPPEMENT ENTRE TRADITION ET MODERNITE. ANALYSE, OBSERVATIONS, ETUDES DE CAS.

Elisabetta Bucolo, LISE/CNRS-CNAM

INTRODUCTION

En me référant à la problématique proposée pour les 8èmes rencontres du RIUESS, autour de la question du développement et de l'économie sociale et solidaire, j'essayerai de mettre en perspective la question du développement du Sud d'Italie et le rôle emblématique des associations de quartier comme vecteur de changement entre tradition et modernité.

Dans une première partie, j'apporterai un bref éclairage de la littérature existante autour de la question méridionale, et des hypothèses avancées selon lesquelles l'Italie du Sud, du fait de la configuration de son substrat culturel et historique, serait dans l'incapacité de générer des formes d'engagement citoyen car trop centrée sur des formes de communitarisme « égoïste ». Le débat théorique amorcé, suite à ces apports, a introduit d'autres approches¹ sur la réalité méridionale italienne qui permettent de reconsidérer le rôle que les réseaux communautaires peuvent avoir en tant qu'outils de changement et du rôle que les associations peuvent avoir pour les activer et les mobiliser de manière constructive pour contribuer à générer la confiance généralisée nécessaire au changement.

A partir de ces approches théoriques, dans une deuxième partie, nous essayerons d'apporter un éclairage sur le rôle des associations de quartier dans la Ville de Palerme, pour montrer de quelle manière, et en tant qu'acteurs de proximité, elles participent à la mobilisation pour le développement de l'Italie du Sud. Dans ce contexte, les actions des associations ne peuvent pas s'inscrire uniquement dans le registre de la tradition ni dans celui de la modernité si elles veulent réellement mobiliser des dynamiques de changement. Tout en supposant des relations directes et personnelles, qui relèvent de l'espace privé de la

¹ Mutti (1998)

communauté, elles construisent des réseaux civiques qui dépassent les appartenances « naturelles ». Ainsi ces associations opèrent le passage de la sphère privée à la sphère publique, qui constitue un premier pas vers le changement social, politique et économique.

1. LE CADRE THEORIQUE

Dans la littérature existante autour de la question méridionale, on avance l'hypothèse que l'Italie du Sud, du fait de la configuration de son substrat culturel et historique, serait dans l'incapacité de générer des formes d'engagement citoyen. Ce retard culturel, qui affecterait grandement ses performances économique et institutionnelle, est dû aux formes familiales spécifiques de cette partie de l'Italie. Trop inclusives et égoïstes, jusqu'à être amORALES, elles empêcheraient toute solidarité élargie au-delà de leurs frontières en cantonnant les individus dans des relations instrumentales et refermées sur le seul cercle de la parentèle. Dans ce contexte, toute action associative est impossible. Le manque d'esprit civique et démocratique, de confiance généralisée serait à l'origine de l'impossibilité des individus de se mobiliser pour générer une action collective dans l'intérêt de tous. Ces hypothèses s'inspirent essentiellement des études d'un politologue de l'Université de Harvard, Edward C. Banfield (1954). Dans son ouvrage, très contesté par la suite, ce politologue dénonce le manque de solidarité entre les gens d'un petit village du Sud d'Italie, invoquant pour cause ce qu'il appelle le *familisme amoral*.

Par *familisme amoral*, Banfield entend l'absence d'*ethos* communautaire qui caractérise les populations du Sud, lesquelles n'ont aucun intérêt pour le bien commun et focalise toute leur action sur les seuls membres de leur famille, pour satisfaire aux besoins égoïstes de celle-ci. Ces sociétés, ainsi structurées, ne sont pas capables de coopérer ni pour le changement social et politique, ni pour le développement économique. Ces structures traditionnelles, selon Banfield, caractérisent le vécu quotidien des gens du Sud, livrés à une lutte hobbesienne de tous contre tous. Dans ce contexte, toute tentative de mettre en place une vie associative est vouée à l'échec. Le seul noyau social unificateur est, donc, la famille, dont les capacités d'influencer le changement sont très faibles, voire nulles. Paradoxalement, la seule manière de survivre, pour ces populations, a été de se confier à la protection clientéliste, aussi bien dans le domaine politique qu'économique et social, en entretenant une culture de la méfiance.

Dans ce sens l'approche de Banfield, malgré les limites très fortes de sa lecture du contexte méridional, peut être intéressante au sens où il a essayé de comprendre les rapports entre

individus et institutions, et de savoir dans quelle mesure les communautés locales sont capables d'avoir un rôle actif dans les processus de changement.

Cependant, sa compréhension du vécu associatif se limite à la modernité des relations universalistes. Il considère les espaces collectifs, les associations, les groupes de pression et entraide, capables de transformation et développement car aptes à dépasser les référents traditionnels. Dans cette perspective les réseaux communautaires apparaissent comme particularistes et immoraux et donc incapables de générer une confiance généralisée (MELONI, 1996). A partir de ce constat, nombre de travaux ont participé à cantonner toute action associative existante dans le Sud, à l'espace privé des relations particularistes incapables de générer « l'esprit civique » et d'être porteuses de la modernité des relations sociales sur un territoire.

Dans le même sens, d'autres travaux sur la réalité méridionale (MUTTI, 1998 ; TURNATURI, 1991), ont montré que même dans des contextes particularistes, les communautés sont capables d'avoir un rôle actif dans les processus de changement. Notamment, Mutti considère qu'il n'est pas opportun de penser la relation entre particularisme et universalisme en termes de contraposition mais plutôt en termes d'interaction et échange. Certaines formes de particularisme permettent la confrontation avec l'extérieur et le dialogue et la coopération avec d'autres communautés selon des normes et règles différentes pour transformer ou reconstruire leur propre tradition et leur identité du fait de l'échange avec les autres. Ceci dans un contexte de confiance généralisée. Cependant, le degré d'interaction et d'ouverture, dépend largement de la nature des valeurs de la société dans son ensemble. Cela concerne en particulier le contexte institutionnel, garant des règles et des normes communes, et le contexte économique, qui doit être inclusif². Turnaturi montre comment, dans les contextes méridionaux nombreuses associations, créées sur des bases particularistes, tout au long de leur mobilisation collective, apprennent à reformuler leurs revendications dans des termes plus universalistes.

Ceci nous renvoie à une analyse de l'association comme irréductible à un seul de ces registres : particularisme et/ou universalisme. Elle ne s'inscrit pas uniquement dans le registre

² C'est le cas des cultures pluralistes qui se développent dans des contextes où chaque spécificité particulariste et chaque individualité sont respectées.

de la tradition ni dans celui de la modernité car, comme le montre J.L. Laville (1997) l'association peut relever du registre sociétaire sans s'y limiter et peut relever du registre communautaire sans pour autant s'enfermer dans une naturalisation communautaire. Elle suppose des relations directes et personnalisées entre ses membres, et, en ceci, elle relève de l'espace privé de la communauté, tout en construisant des réseaux qui dépassent les appartenances « naturelles » car l'engagement individuel relève d'un choix personnel et non imposé par la tradition ou l'autorité. Ainsi les associations procèdent d'une rencontre interpersonnelle et opèrent le passage de la sphère privée à la sphère publique. « *La modernité ne signifie pas la disparition de la communauté mais la possibilité de nouvelles communautés, partielles, puisque ne régissant que certains aspects de la vie. A côté des communautés traditionnelles dont subsistent de nombreuses manifestations, les communautés modernes prennent la forme d'un lien non contractuel reliant des individus indépendants et séparés.* » (LAVILLE, 1997).

Dans ce sens, nous pensons que l'association dans le sud d'Italie, est un vecteur de changement du fait qu'elle ne s'inscrit pas dans un processus de rupture avec le passé et la tradition. Les éléments traditionnels caractérisant les vécus individuels et collectifs ne sont pas rejetés en bloc mais valorisés en tant que ressources car ils constituent la nature même de l'être ensemble associatif. Le contexte traditionnel, comme le montre Mutti, est considéré comme ayant déjà en soi toutes les possibilités d'un développement spécifique, mais il a besoin d'être réinterprété et mobilisé de manière sélective (en valorisant ou dénaturant certains éléments) en fonction de la modernisation.

Il s'agit donc de prendre en compte les contextes politiques et économiques comme déterminants pour comprendre les formes diverses qu'a pu prendre le développement, mais également la manière dont les ressources culturelles sont mobilisées et par quels acteurs. Dans le contexte méridional, les associations ont un rôle majeur en ceci qu'elles mobilisent des ressources qui peuvent avoir une influence sur le dépassement des distorsions du développement au Sud (TRIGILIA, 1995) et pour la démocratie. Elles rendent possible le « vivre ensemble » dans un espace qui n'est ni complètement traditionnel ni tout à fait moderne, avec des règles communes et partagées, qui donnent sens à l'espace politique, dans une communauté où il est possible de dialoguer avec les autres au-delà des références communautaires antérieures, et sur la base d'un accord commun : un espace démocratique de liberté et d'égalité entre les membres. La question n'est donc pas de savoir si, en Italie du

Sud, les associations se réfèrent aux paradigmes de la modernité ou à ceux de la tradition, si elles sont civiques ou non³, mais quelles sont les conditions qui leur permettent d'être des vecteurs du développement.

2. L'ACTION ASSOCIATIVE TERRITORIALE : ETUDES DE CAS

Mon travail de terrain s'est orienté essentiellement en direction des associations de quartier en Sicile. D'autant plus dans cette région que dans le reste du Sud de l'Italie, l'action associative devient un enjeu sociétal majeur.

Ces études de cas montrent qu'au cœur de l'action des associations, les frontières sont fragiles entre ce qui relève des référents traditionnels, qui sont largement investis et imprégnés de « culture mafieuse », et ce qui relève des ressources vers des processus de transformation sociale et civique. Comme le montre C. Champeyrache (1999), du fait de l'inadéquation croissante entre offre et demande de biens et de services sociaux, la Mafia a été en capacité d'instaurer une forme particulière de régulation sociale. Et ce, en raison d'une relative absence de l'Etat : « *Alors que la Mafia instrumentalise les fonctions sociales de l'Etat, elle a plutôt tendance à vouloir purement et simplement faire disparaître les associations* ». Et ceci dans un contexte de croissance de la demande sociale en Sicile. Dans ce sens, l'action associative est un signe tangible du recul de la prégnance mafieuse sur la société et donc de la réactivation possible du processus démocratique. Et ceci d'autant plus que, pour certains, la présence mafieuse n'est pas un écueil mais plutôt une opportunité.

Si, comme on le constate, le travail des associations en Sicile consiste à transformer en moyens d'action civique collective, les registres traditionnels qui gèrent et contrôlent le territoire, il est opportun d'explorer certaines questions, et notamment : comment s'opère ce mixage fécond entre tradition et modernité en vue du développement et du changement ? Qui sont les acteurs capables d'élargir la confiance au delà des espaces privés et traditionnels ? Quels types d'actions ces acteurs doivent-ils mobiliser pour permettre l'intégration sociale, les passerelles entre les groupes, les formes de coopérations entre les individus ? Nous essayerons de répondre à ces questions à partir de trois axes explicatifs : le monde privé des relations de proximité (le quartier) ; les réseaux d'entraide de voisinage ; les enjeux de la confiance.

³ *civicness*, selon la terminologie de Putnam (1993) et Fukuyama (1995)

2.1 L'action inscrite dans les quartiers : le monde privé des relations de proximité.

Durant les années 20, Clarence Perry et Al Wirth⁴ et d'autres sociologues et architectes, proposèrent l'identification du quartier comme l'unité idéale pour établir des fonctionnements démocratiques de proximité et favoriser la socialité dans le cadre des nouveaux ensembles résidentiels des zones urbaines. Ils essayèrent de montrer que, par la création de formes alternatives d'association dans les quartiers, il était possible d'enrichir les relations sociales affaiblies par les nouvelles réalités urbaines. Le quartier est pensé comme une unité administrative où il est possible de développer une participation à la fois sociale et politique. Cette participation était imaginée comme la simple participation des habitants aux débats concernant leur quartier mais pouvait, dans des configurations extrêmes, dégénérer dans des formes de ségrégation et de contrôle social telles que décrites par Durkheim. En définitive, comme le spécifiera plus tard Ardigo' (1970), pour qu'il existe véritablement un espace public à la dimension du quartier, le contrôle social devrait être réduit grâce à l'existence d'opportunités d'interaction entre les habitants, qui ne soient pas socialement contrôlées. Si donc la dimension de quartier peut être opportune pour développer une démarche participative, en même temps des conditions s'avèrent nécessaires pour que cela puisse véritablement se réaliser.

Dans le cas des associations que nous avons étudiées, la dimension de quartier est mise à l'avant par les animateurs comme un facteur de réussite de leur action d'intégration et de participation démocratique des habitants. Ceci implique, malgré tout, des limites considérables. S'il est vrai que la dimension communautaire du quartier génère des relations de voisinage homogènes et, par-là, un sentiment commun d'appartenance et de solidarité de proximité, en même temps, dans ce contexte, il est difficile pour les habitants d'avoir des postures déviantes par rapport aux attitudes des autres car le contrôle informel impose une adhésion aux rôles et normes établis. Dans ce sens le rôle des associations, comme espace « neutre » au sein du quartier peut s'avérer déterminant pour mobiliser les habitants hors des cadres imposés. Elles peuvent activer des dynamiques qui permettent de dépasser le stade de simple interaction entre les habitants pour créer une véritable « unité de quartier ». Pour utiliser la terminologie de Gurvitch⁵, le quartier est un groupement au sein duquel il existe une pluralité de « *Nous* » qui peuvent être dynamisés pour être créateurs et agents du changement.

⁴ Cités dans Guidicini (1978)

⁵ G.Gurvitch, cité par R. Ledrut (1969, pp. 109-122)

Dans ce sens, le changement peut être impulsé par les associations qui s'intègrent au quartier sans pour autant adhérer à la totalité de ses codes.

2.1.1 Des relations autocentrées

Dans la culture locale, l'identification au territoire à une importance majeure dans la gestion des relations sociales. Les quartiers de Palerme gardent chacun leur spécificité et reproduisent des systèmes de stratification et de stratégie assez marqués. Ces systèmes garantissent le contrôle du territoire ainsi qu'une force identitaire et d'appartenance chez les habitants. Il convient également de rappeler l'importance du facteur local pour l'efficacité mafieuse. En effet, seule cette dimension permet l'identification et le tri des demandes sociales individuelles et la maîtrise des manifestations d'opportunisme des destinataires de l'offre mafieuse. Les opérateurs du Centre S. Saverio⁶ définissent leur méthodologie de travail comme une « *pédagogie du territoire* ». Ils positionnent leur action dans l'espace circonscrit du quartier de l'*Albergheria* selon une dynamique territoriale. Il s'agit d'un choix de principe important qui influence les modalités d'intervention du Centre. Ainsi, le quartier est considéré comme un « sujet » capable de construire son émancipation. Car le quartier de l'*Albergheria*, comme tant d'autres, vit sa propre vie avec son langage, ses habitus, ses rythmes, souvent en décalage par rapport au reste de la ville⁷. Cette différence passe aussi par le référent identitaire fondamental qui est la langue. Ainsi, le patois est-il la langue commune aux habitants du quartier, immédiatement chargé de multiples significations que l'italien, la langue « des autres », n'arrive pas toujours à exprimer. « *Di queste cose qui non ne mangiamo* » (ce qui veut dire : « *de ces choses là, ici nous n'en bouffons pas* »). Comme l'explique très bien le fondateur du Centre Cosimo Scordato, dans l'ouvrage qu'il a dédié au quartier de l'*Albergheria*, cette expression du patois sicilien peut vouloir dire beaucoup de choses. Il tient aux opérateurs du Centre d'en exploiter la signification la plus productrice de sens pour en écarter les autres lectures possibles, source de reniement et de fatalisme. « *Cette expression pourrait assumer une signification négative si elle était comprise dans le sens d'une attitude mafieuse de ce qui prétend gérer le territoire, en décidant de la présence des autres ou en contrôlant tout ce qui arrive dans ses frontières. En revanche, l'expression pourrait avoir une*

⁶ Le centre Sans Saverio est l'une des associations faisant partie des études de cas, les deux autres citées dans ce texte sont le Laboratoire ZEN Insieme et l'association Arci Ragazzi. Les trois, travaillant dans des quartiers de Palerme (Sicile) à grande exclusion sociale et économique.

⁷ Il y a plusieurs raisons qui justifient le décalage des rythmes de vie des habitants de ce quartier par rapport aux autres. Le chômage étant l'une des principales. « Les gens n'ont pas de raisons de se lever tôt et préfèrent raccourcir les journées en restant au lit le matin. », nous dit un habitant.

signification positive, et donc représenter une potentialité culturelle importante, si elle pouvait signifier le désir de caractériser son propre territoire avec les meilleurs des choses. Et cela, pourrait être très stimulant pour produire créativité, sauvegarder son propre territoire de ce qui peut en offenser son bon nom et sa réputation» (SCORDATO, 1994). Ceci doit être exploité par les opérateurs. Et ce, tout en sachant que les mêmes mots, les mêmes sentiments, les mêmes langages peuvent recevoir une double lecture. Le danger mafieux est toujours présent, avec son bagage symbolique puissant, qui puise dans ce même référent culturel dans lequel les associations territoriales puisent aussi leur force.

Pour cette raison, en utilisant des « codes territoriaux », tels que les solidarités, le langage, le respect, la valorisation du territoire et l'action circonscrite au quartier, les associations sont confrontées à la nécessité de montrer les applications possibles de lectures et interprétations différentes de celles qui contrôlent déjà les lieux. Le quartier est le lieu idéal de cette récupération de sens car il est le lieu propre au quotidien des gens, qui sont tout d'abord les habitants du quartier, avant d'être les usagers du Centre.

Il s'agit d'une double appartenance au sein du même espace : au Centre social et, éventuellement, à des réseaux mafieux, porteurs de logiques opposées mais puisant dans les mêmes référents identitaires. De ce fait, le Centre San Saverio a commencé ses activités non sans difficultés, étant donné qu'il n'a pas immédiatement été reconnu comme faisant partie du quartier. Cependant, par la reconstitution d'un restaurant de quartier, d'un district sanitaire, d'une place publique réhabilitée en faveur des jeux des enfants et des fêtes de voisinage, d'un lieu de rencontre convivial, l'association a participé à la réactivation des relations entre les habitants dans le quartier. Tout cela s'est inscrit dans une démarche de réappropriation populaire des lieux publics du quartier ainsi que d'un savoir-faire communautaire qui n'a jamais quitté les lieux mais qui a été étouffé par d'autres logiques de contrôle social. Il est clair qu'il est plus simple de contrôler un territoire où toutes les relations entre les gens ont été estompées plutôt qu'un lieu où les habitants savent qu'ils ont des causes communes, ne serait-ce que surmonter le quotidien. Le territoire, au moins dans un quartier populaire, n'est jamais considéré comme le « lieu de personne ». Au contraire, il appartient à quelqu'un et en particulier à qui a l'autorité de pouvoir intervenir. Qui a cette autorité ? en raison de quoi ? Il existe un contrôle social capable de construire ou détruire, de manière explicite ou tacite, des faits, des personnes, des situations.

Pour cette raison, le processus d'«*anonimatisation*», comme le définit le néologisme de C. Scordato (1994), est accentué volontairement par ceux qui veulent contrôler les gens et les lieux, et qui craignent donc tout acte de socialisation populaire. En revanche, l'action des associations consiste à activer des dynamiques d'action coopérative et collective pour penser l'appartenance au territoire/quartier/ville comme une forme de participation. Appartenir à un territoire donné signifie reconnaître une valeur intrinsèque aux relations privées et publiques qui surgissent dans ce lieu.

2.1.2 Des relations conflictuelles dans des lieux de « non-droit »

Le cas du quartier du ZEN est différent. La présence des habitants dans cette zone de la banlieue de la ville est marquée par le conflit et la précarité. En effet, toutes ces personnes proviennent de quartiers différents de Palerme, zones qui ont été abandonnées non sans douleur par leurs habitants. Dans chacune des « îles »⁸, les familles ont essayé de rester unies, de manière à ne pas perdre les repères habituels. D'autres personnes sont arrivées altérant parfois ces équilibres.

Il reste que, même en retrouvant une sorte d'unité d'origine, tous les habitants sont constamment confrontés à leur statut « d'abusifs ». Ils occupent des appartements qui légalement ne leur appartiennent pas. Cette étiquette marque leur existence et s'accroît dans des conflits identitaires plus localisés. Les habitants de la zone 1 du ZEN, dont la situation légale a été résolue par une assignation des appartements occupés, paradoxalement n'acceptent pas la présence de ces autres abusifs. Le conflit est donc permanent entre ces deux zones à proximité, conflit entre les « abusifs » et les « ex - abusifs ». Il reste que ces deux zones sont des zones de « non - droit », complètement à l'abandon et ici le quartier ne représente pas une unité identitaire à partir de laquelle les animateurs du Laboratoire peuvent travailler. Le ZEN 2 vit donc une sorte de double ghettoïsation générée par le conflit : interne, contre le ZEN 1 et externe, contre la ville de Palerme. Il est clair que ce clivage ne répond à aucune logique mais tout simplement à la nécessité d'évacuer, par le conflit et la violence, l'exclusion à laquelle les uns et les autres sont confrontés, par rapport à la ville, à ses administrateurs, ainsi qu'à ses habitants. L'association Laboratoire ZEN Insieme fonctionne

⁸ « Ile » est la dénomination donnée par l'architecte constructeur du quartier du ZEN aux différentes cours autour desquelles se disposent les bâtiments.

sur les lieux comme entité qui gère et canalise ce conflit en forme de revendication, générant des formes diverses de défense et de rassemblement.

Les promoteurs essaient de créer des passerelles symboliques entre le quartier et le centre ville. Des activités comme celles des promenades en ville, semblent fondées sur ce sentiment de « besoin d'appartenance ». Le but étant d'élargir les frontières du vécu du quartier à l'ensemble de la ville, pour des gens qui, pour la plupart, ne connaissent pas Palerme, ou en connaissent seulement les lieux administratifs : la Mairie, la gendarmerie, les bureaux publics,... Dans ce sens, les associations se donnent pour mission de revitaliser les lieux informels et formels des quartiers tout en rétablissant une relation pacifiée avec la ville qui représente le pouvoir politique et financier, et incarne aux yeux des populations des quartiers pauvres, la citoyenneté dont ils sont privés. C'est l'espace public du droit. Les associations se trouvent donc à la croisée de ces deux espaces physiques, qu'elles s'emploient à relier.

2.2 La dynamique des réseaux d'entraide

Les éléments qui influent sur la forme des relations de voisinage sont listés par Mutti (1992) et nous semblent assez pertinents pour expliquer la façon dont les réseaux d'entraide se mettent en place dans les quartiers que nous avons visités. Tout d'abord, il indique la proximité entre les habitations comme un élément spatial fondamental. De ce fait, le type de construction et sa structure architectonique (dispositions des habitations, existence de lieux communs, ...) contribuent grandement à la mise en réseau des personnes. Ensuite, la durée de la permanence des personnes sur les lieux d'habitation est une variable qui détermine la quantité des relations. Une troisième caractéristique concerne les catégories des personnes plus facilement actives dans ces réseaux qui sont les adultes avec enfants, ainsi que les retraités.

Dans les quartiers que nous avons étudiés, ces trois facteurs sont présents et caractérisent la force des réseaux territoriaux. Ainsi, la plupart des personnes habitent dans des immeubles de petite taille autour de cours communes et passent beaucoup de temps chez eux en raison des taux importants de chômage. De plus, les femmes avec enfants contribuent largement à l'instauration de tels réseaux dans les quartiers.

Ces relations de voisinage, et par conséquent les réseaux d'entraide, ont tendance à s'intensifier dans ce quartier du fait de besoins spécifiques auxquels les habitants ont du répondre de manière collective, faute de pouvoir le faire individuellement. Ces mêmes réseaux d'entraide sont denses et mobilisent des ressources mais, en même temps, ils peuvent générer des obligations et des formes d'exclusion.

En effet, l'ensemble des règles et des normes qui régissent les relations d'entraide et de bon voisinage sont facilement maniables et peuvent être détournées dans des contextes spécifiques. Ainsi, selon le degré d'autonomie et de liberté des acteurs, les règles peuvent subir des changements qui impliquent des formes de contrôle qui dénaturent les ressources du réseau d'entraide. Les habitants et les associations sont confrontés à des réseaux relationnels de type mafieux qui conçoivent l'aide en termes de protection et de soumission. Cette structure relationnelle est très difficile à modifier. La difficulté de l'intervention pour les associations vient du fait qu'elle est déjà constituée et résiste aux nouveaux modèles de relations porteurs d'autonomie, de réciprocité et de solidarité.

Dans ce contexte, les associations ont un rôle ambivalent, tendant, pour la plupart à vouloir s'inscrire dans les réseaux d'entraide pour les canaliser en direction de leur action sur le territoire. Si, d'une part cette approche paraît justifiée, d'autre part, elle s'avère extrêmement complexe. Il existe, en effet, une « *tendance forte du secteur formel à coloniser le secteur informel* » (MUTTI, 1992). En utilisant les réseaux existants sur le territoire, les animateurs des associations risquent progressivement de faire perdre à ces réseaux leur autonomie et leur identité. Le risque consiste à faire retomber dans les formes d'aide formel les expressions typiques de l'aide informel en réduisant, de plus en plus, ses marges d'action et en transformant ses caractéristiques. Les logiques d'action qui gèrent les réseaux d'entraide formels (des associations) et celles des réseaux informels (de voisinage) sont différentes. Le passage de la sphère privée de l'assistance et de l'aide à la sphère publique, implique la redéfinition permanente des marges de manœuvre possibles.

Dans le cas de la recherche d'informations, par exemple, les habitants connaissent la situation de leurs voisins. Ceci est à la base de l'action d'entraide réciproque. Lorsque les opérateurs des associations interviennent dans cette relation pour bénéficier des informations

et donc cibler leurs actions, ils peuvent détourner la nature de la relation de voisinage qui se caractérise également par le respect de l'espace privée et de la *privacy* du voisin. L'altération de cet aspect de la relation peut créer des situations de conflit et nuire, au réseau d'aide déjà existant sur le territoire. Il s'agit d'un équilibre assez précaire où le respect s'avère indispensable pour une action pertinente. Dans le quartier de l'*Albergheria*, par exemple, ces réseaux fonctionnaient, avant même l'existence de l'association San Saverio, entre les personnes âgées. Lorsque quelqu'un a besoin d'aide, les habitants se préoccupent de lui apporter à manger, lui fournir des vêtements, passer du temps avec la personne. Tout cela a été intégré dans les actions d'aide à domicile du Centre Social qui a pu bénéficier de ce réseau déjà en place pour mener une action plus efficace tout en essayant de ne pas se substituer à ce que les habitants avaient eux-mêmes mis en place.

2.2.1 L'association comme lieu de canalisation des ressources des réseaux

Dans les quartiers, l'essentiel des informations qui mobilisent le réseau de solidarité entre les gens circule dans les échanges quotidiens au sein de la « cour ». La cour, espace typique des ensembles d'habitations méditerranéens, est une petite ruelle fermée, au milieu des bâtiments ou des maisons, où toutes les femmes s'assoient, se rencontrent et parlent. Le dialogue qui s'instaure s'appelle « *cuttigghio* »⁹, ce qui signifie en patois commérage, papotage. Les faits de la vie des habitants y sont racontés par la voix des femmes qui échangent aussi des considérations et des commentaires. Par ce biais, le contrôle social est très strict et limite souvent les marges d'actions individuelles, soumises au jugement de la collectivité. Cependant, par ce même canal, des relations s'instaurent et si quelqu'un est en difficulté et a besoin d'aide dans le quartier, il ne reste pas isolé. Il existe, donc, déjà un réseau antérieur de relations dans les quartiers.

Les opérateurs de l'association Arci Ragazzi, par exemple, sont entrés dans ce réseau et définissent leur Centre social comme une « fenêtre parmi les fenêtres », pour souligner leur présence quotidienne et discrète. Ils ont participé aux échanges dans la cour, au « *cuttigghiu* », pour mieux s'intégrer et s'informer des fonctionnements locaux. Pour les animateurs, il

⁹ Dans la *network analysis*, Epstein (1969) se pose la question de l'importance des réseaux comme instrument de définition d'une communauté sociale. Il démontre que le commérage définit un cercle social et en exprime les normes spécifiques de comportement. Cela offre l'occasion de réaffirmer les valeurs que les membres ont en commun et leur donne le sens d'identité comme classe sociale.

s'agissait de participer au dialogue¹⁰, sans pour autant rentrer dans les systèmes de contrôle social et d'enfermement. C'est ainsi que, lorsque les membres de l'association sont là, chaque rencontre dans la cour, prend un nom spécifique pour se démarquer et se qualifier en tant qu'activité associative : assemblée, fête, revendication, rencontre Le réseau informel territorial a donc acquis, par l'action associative, une nouvelle vigueur à travers la réactivation de sa valeur de lieu de confrontation et d'échange.

De la même manière, dans le quartier du ZEN, le Laboratoire utilise « la cour » comme lieu d'échange pour créer des réseaux solides et solidaires. Volontairement le Laboratoire calque son mode de fonctionnement sur ce modèle. Les activités de l'association ont contribué à faire sortir les gens de leurs maisons et à permettre des rencontres dans un lieu traditionnel qui n'existait plus dans ce quartier reconstitué. Par ce biais des activités ont été proposées aux femmes qui, en accompagnant leurs enfants à la crèche associative ou aux séances de soutien scolaire, ont commencé à développer un lien de confiance vis-à-vis des animateurs et de leur travail. Depuis elles participent aux projets, leur rôle est fondamental dans le « tissage » des réseaux. La cour leur appartient et leur jugement, leurs échanges, leur parole ont un poids fort car ils pénètrent la sphère du privé. Par le biais d'un effet-réseau, l'ensemble des habitants a été, plus ou moins, touché par les activités du Centre social. De l'enfant à la mère et au père, cela a conduit la communauté locale toute entière à s'intéresser aux activités de l'association.

2. 3 La confiance sociale

Dans une approche plus cognitive, la confiance est représentée comme un état d'esprit, une attente, vis-à-vis des autres qui se fonde aussi sur des bases émotionnelles. (MUTTI, 1998). La confiance, dans cette approche est un acte qui génère des relations sociales car elle n'a pas une visée uniquement rationnelle et stratégique mais crée du lien social généralisé. Dans ce sens, la confiance est une attente d'expériences qui ont une portée positive pour l'acteur, dans des situations incertaines, mais sous l'influence d'un apport cognitif et émotionnel qui lui permet de dépasser le seul stade de l'intérêt et de l'espoir. Ce qui apparaît déterminant c'est donc la mobilisation de la confiance interpersonnelle et envers les associations pour que l'expérience associative devienne réellement visible aux yeux des habitants des quartiers. La

¹⁰ La parole était à l'origine des amitiés instrumentales. Pour toute transaction économique ou commerciale, les accords n'avaient d'autre forme que celle de la parole donnée, suffisante à donner de la valeur à l'échange. Tout recours à l'écrit était aperçu comme un défi, car on mettait en discussion la parole donnée, donc la crédibilité de la personne.

typologie des relations sociales dans lesquelles chaque individu a été lors de son histoire personnelle contribue grandement à favoriser, ou défavoriser, son aptitude à faire ou non confiance aux autres et à élargir celle-ci vers des domaines plus impersonnels. Dans ce sens, les lieux qui s'avèrent être stratégiques pour la production de confiance sont les groupes primaires, les communautés et les groupes intermédiaires, et les associations que nous avons rencontrées, participent à élargir la confiance produite par ces groupes vers la sphère publique. Ce passage s'avère ardu car, en tant que ressource rare, la confiance se réduit si elle n'est pas mobilisée (PENDENZA, 2000). Quand elle est absente les processus de légitimation s'avèrent plus complexes. De plus, les acteurs associatifs dans les quartiers de Palerme ont dans ce sens une responsabilité notable car, comme Simmel (1989) l'affirmait, la confiance doit être « honorée » par le sujet qui la reçoit. La déception et la trahison de la confiance impliquent, en effet, des comportements méfiants qui peuvent s'avérer irréversibles. Dans les associations que nous avons étudiées, la conscience de cette responsabilité est assez marquée chez les acteurs. Cela les conduit parfois à des choix qui se positionnent à la limite de la loi mais s'avèrent nécessaires pour canaliser la confiance locale. Il s'agit d'adaptations complexes à un système complexe.

Il n'en reste pas moins que, comme le montre Gambetta (1989), si certaines concessions ne sont pas accordées, la méfiance entre les gens et par rapport aux associations peut s'instaurer. En effet, la mafia exploite le développement fragmentaire de la méfiance qu'elle participe à générer par des moyens ciblés : le secret, l'espionnage, la délation, ... Dans les quartiers où se déploie l'action des associations, la méfiance généralisée s'accompagne de l'impossibilité de toute mobilité sociale pour les habitants des quartiers. De ce fait, les opportunités d'évolution et de changement sont bloquées et le tissu social, extrêmement fragmenté. Et cela participe à la reproduction de conditions économiques et sociales d'extrême pauvreté assez favorables au monopole mafieux des ressources économiques et politiques.

2.3.1 Les modalités d'adaptation facilitant les relations de confiance

Conquérir la confiance des gens est une préoccupation fondamentale des associations. Comme nous l'ont dit les personnes rencontrées lors des enquêtes, il est indispensable que les habitants accordent leur confiance aux acteurs des associations pour qu'ils puissent travailler dans le quartier.

Cela veut dire que la confiance existe entre les gens du quartier et qu'elle a une fonction « incluante » pour ceux qui veulent en faire partie, à condition d'en respecter les codes de transmission. Les modalités d'attribution de la confiance, au sein de la communauté, se fondent avant tout sur les faits réalisés, au-delà des discours prononcés. Or, le Centre et ses opérateurs ont dû s'adapter à ces modalités. Un des opérateurs du Centre Social San Saverio nous dit : « *Il faut penser à des rencontres pendant lesquelles, de manière essentielle et facilement compréhensible, si possible en patois, les points principaux et les propositions précises sont évoqués par rapport à un problème donné. Sans organiser des réunions qui renvoient à d'autres réunions* ». Les « temps longs » sont donc évités ; on leur préfère plutôt des actions qui, une fois le problème identifié, permettent de proposer des solutions réalisables et plausibles par la mise en œuvre de méthodologies d'action pratiques, aux résultats immédiatement visibles. Nous utiliserons encore une fois un exemple explicatif en faisant référence au langage du quartier. En patois sicilien, on définit quelqu'un comme digne de confiance, par l'expression « *c'est un homme de parole* ». Cela veut dire que l'on peut croire à ce qu'il dit, car il le mettra en pratique. Il produira les faits qu'il annonce avec ses mots. On comprend par-là pourquoi réclamer un contrat, comme forme écrite d'un accord, peut être considéré comme un acte superflu et presque offensant pour la personne qui a déjà « donné sa parole » garantissant qu'elle respectera l'accord pris. Pour les parties de l'accord, les faits suffiront comme preuve du respect de l'engagement. S'il est vrai que la loi a défini certaines règles et que, bien évidemment, nombre d'accords n'ont de valeur que s'ils sont réglés par des contrats écrits, beaucoup de relations interpersonnelles se laissent gérer par les engagements verbaux. De ce fait, par le seul respect « des choses dites », les associations ont gagné la confiance des habitants des quartiers.

Cependant, malgré les efforts pour combiner des actions ayant des effets immédiats à un travail de plus long terme capable de montrer ses réussites après de nombreuses d'années, les habitants restent méfiants face à ce volontarisme. « *Nuddu fa nenti pi nenti* » (en français : « *personne fait rien pour rien* ») : habitués aux promesses non respectées des représentants institutionnels, aux politiciens, aux fonctionnaires des services publics, les habitants de ces quartiers ne leur accordent plus aucune confiance. Un habitant explique : « *Leur parole n'est plus crédible et ils ne viennent dans ce quartier qu'à l'approche des élections* ».

De la même manière, le Laboratoire travaillant dans le quartier du ZEN, pour s'installer dans le quartier et pérenniser son action, a eu besoin de la confiance que lui accordent les habitants. « *Nous avons garanti des services. Nous n'avons jamais fait don de rien, cela nous*

a permis de gagner la confiance des gens », dit la fondatrice du Laboratoire. Cette affirmation n'est que le constat d'une pratique locale : comme on l'a vu, les services publics n'existant pas au niveau territorial, ils sont perçus par les habitants comme des aides ponctuelles ou des dons reçus en échange desquels, à l'approche des élections, il faut voter pour tel ou tel autre notable qui les a offerts. Lorsque le Laboratoire Zen Ensemble a ouvert le Centre social dans le quartier, les habitants ont été méfiants, attendant, selon les habitudes, la demande de voix pour les élections. Cela ne s'est pas produit et a été l'un des premiers pas vers l'acquisition de la confiance.

Les adaptations aux codes locaux peuvent être parfois ambiguës et il est possible, à notre sens, d'en questionner la pertinence. S'il est vrai que la confiance garantit parfois la survie des associations dans les quartiers qui peuvent, en quelque sorte, bénéficier d'une « protection » au niveau territorial, celle-ci implique des coûts. Ainsi, nous l'explique l'animatrice d'une des associations : *« Nous pouvons laisser nos portes ouvertes, personne ne viendra voler quoi que ce soit. En revanche, à l'école, tout a été volé, ici ils ne touchent rien »*. Cette porte ouverte à tous est un symbole fort mais elle sous-entend des contraintes et des adaptations aux règles territoriales. En effet, le libre choix de chacun de pénétrer dans les lieux ouverts de l'association est un acte fort, dans des lieux où le libre choix n'est pas envisageable à cause d'une multiplicité d'obligations qui provient des usages locaux. Des rôles figent la vie des hommes et des femmes qui, par un contrôle social très strict, arrivent très difficilement à changer de chemin vers d'autres destins. En revanche, l'association « paye » cette liberté d'expression au niveau du quartier par une adhésion non affirmée, mais tout de même pressante, aux règles du silence. Nous ne parlerons pas d'*omertà*, mais il reste que les pratiques peuvent en témoigner une certaine forme : *« Je ne pense même pas à faire des dénonciations lorsque je viens à connaître quelque chose. Je ne veux pas avoir des problèmes avec les gens d'ici »* ; *« Il s'est créé un phénomène tellement merveilleux, une telle relation de confiance entre nous et les gens que tout semble plus simple »*. Les portes peuvent donc rester ouvertes car l'association ne doit « rien craindre ». La frontière est très faible entre ce qui tient de la protection, de la confiance et du respect. Il s'agit de trois éléments qui sont différents mais cette différence est souvent difficile à saisir. Comment en expliquer les écueils aux habitants ?

Dans ces quartiers, les habitants sont constamment soumis aux mafieux moins par un rapport de confiance que par la peur ou par l'attente d'un retour en échange de leur « fidélité » : une protection contre la micro criminalité, un petit boulot, un emploi public, ... De ce fait, certains habitants prônent, de toutes leurs forces, la nécessité de la présence mafieuse dans le quartier. Dans ce contexte controversé, l'action des associations est déstabilisante. Et cela devient une manière de gagner la confiance des habitants du quartier. Les associations essaient, comme on l'a constaté, de fonder leurs logiques d'action, et de gagner la confiance des usagers, par le seul fait d'agir sans rien demander en échange, en renversant la logique instrumentale de l'échange pour rappeler aux habitants l'existence d'autres relations de confiance. Cela leur rappelle les relations de gratuité, de type domestique, connues par les habitants mais de moins en moins entretenues avec d'autres personnes, étrangères aux réseaux domestiques traditionnels.

2.3.2 Du fatalisme à la confiance en l'action publique de changement

Une fois la confiance gagnée, les personnes viennent dans les associations et s'expriment dans les espaces de parole, les groupes, les animations imaginées pour la socialisation. Le fait de vouloir raconter, de venir se plaindre, de chercher un lieu où se « poser » n'est pas, *a priori*, une tentative pour sortir d'une situation donnée mais plutôt un constat de défaite face à ce que les habitants vivent comme un malheur inéluctable. Cependant, dans leur façon même de parler, il y a une facilité au dialogue, une fluidité dans le discours et la description des événements, ainsi qu'une douleur, « sans aucune censure », comme nous dit une des bénévoles. Ce dialogue franc, sans crainte ni fausse pudeur constitue un pas vers le « partage » qui pourrait rester circonscrit à l'abandon et à la passivité, s'il n'était pas canalisé vers l'acte. C'est ainsi qu'à notre sens ce produit le passage de la sphère du privé à la sphère publique de confiance généralisée par l'intermédiaire des associations. En effet, cette franchise des habitants et leur manière directe d'exprimer les souffrances qu'ils vivent est typique de leur vécu quotidien. Cependant, cette expressivité ne devient jamais un discours articulé apte à motiver des actions revendicatives. Et ce, du fait de leur fatalisme vis-à-vis d'un destin qui semble déjà établi par des plus puissants qu'eux : les politiciens, les mafieux, les « autres »... Dans ce sens les associations accompagnent le passage de la « parole dite » dans l'espace invisible et sans échos du privé vers la visibilité, par exemple, des actions de revendication typique des actes publics des mouvements sociaux auxquels le centre est rattaché. Ainsi, à titre d'exemple, cette transformation s'est concrétisée lors des

manifestations dans le cadre du COCIPA (*Coordination citoyenne d'information et participation*). Pendant trois ans (de 1990 à 1993), des réunions ont été organisées avec les administrateurs dans les quartiers avec un calendrier fixe sur des questions précises de la gestion politique et administrative de la Ville. Après 25 ans de vie passée dans des logements insalubres, les habitants du quartier ont, avec le concours des associations, formulé leurs demandes pour les exprimer sur la place publique, dans la Mairie occupée et par le biais d'une pétition revendiquant leur droit au logement.

CONCLUSION : POUR LA CO-PRODUCTION DE POLITIQUES PUBLIQUES DE DEVELOPPEMENT

Comme on a pu le constater les associations peuvent favoriser un processus d'autonomisation de l'action politique et civique des systèmes traditionnels autocentrés, qui favorisent des formes d'échanges particularistes et ciblées. Et ceci grâce à une réappropriation des espaces de débat et d'échange, à la non-instrumentalisation des réseaux sociaux, à une présence sur le territoire qui n'est pas prédatrice, à des relations interpersonnelles qui ne sont pas utilisées de façon clientéliste, vers une attitude de confiance généralisée.

Dans un contexte de faiblesse de l'Etat et de mauvais fonctionnement des mécanismes du marché la Mafia a tendance à être totalisante et exclusive des autres, en définitive à invisibiliser l'action associative pour qu'elle n'occupe pas les mêmes territoires que ceux qu'elle contrôle.

Malgré cela, le travail de ces associations selon les modalités décrites ici, a tendance à être continuellement dénié pour les raisons que nous avons essayé d'expliquer. Et pourtant, du côté des projets mis en acte, notamment dans l'articulation avec les pouvoirs publics, il a pu donner lieu à des réalisations inédites de co-construction de politiques publiques. Il est encore trop tôt pour en proposer une analyse mais nous pouvons citer, à titre d'exemple, des processus mis en place qui vont dans le sens d'une co-construction de politiques publiques pour le développement en Sicile. L'association nationale Arci Libera a coordonné la mise en place de l'attribution des biens confisqués aux mafieux avec le Ministère de l'Intérieur et des Consortium réunissant les Communes, les coopératives et les associations. Selon la loi 109/96, sous le contrôle des Préfectures, les biens confisqués ou séquestrés peuvent être gérés par des associations et coopératives sociales de type B. C'est la première fois en Italie que les Communes font partie du Consortium. C'est une manière explicite pour les Communes de

signifier leur lutte contre la Mafia. Les projets sont ensuite gérés localement par les associations.

Ces partenariats ont donné lieu en Sicile à la création de la coopérative sociale de type B « *P. Rizzotto* » qui, depuis 2002, gère 170 hectares de terrain et a embauché 50 personnes en insertion. La pression mafieuse sur les promoteurs et les opérateurs du projet est assez forte (pression psychologique sur les familles, vols, destruction des cultures, ...).

Comme celle-ci d'autres coopératives sociales sont nées ainsi que d'autres formes de résistance et de collaboration avec les pouvoirs publics locaux. Ce sont des projets qui sont porteurs d'un changement sociétal de taille et qui restent encore peu développés par les collectivités locales. Les projets réalisés, en effet, on pu se développer grâce aussi au travail fait par les associations dans les quartiers. Ces actions participent à modifier les perspectives individuelles et collectives vers la formulation des demandes sociales et politiques des citoyens.

BIBLIOGRAPHIE

ARDIGO' A. (1970), Spazio pubblico e spazio privato nei quartieri, *Città e Società*, janvier-février.

BANFIELD E.C. (1958), *The moral basis of a backward society*, The Free Press, USA.

CHAMPEYRACHE C. (1999), La Mafia comme institution spécifique, in AUDIER F. et alii, *L'économie sociale : formes d'organisation et institutions*, tome 2, XIX^e Journées de l'A.E.S./Florence, l'Harmattan, Paris.

EPSTEIN A. (1969), The Network and Urban Social Organization, in MITCHELL C. (ed.), *The Concept and Use of Social Networks*, Manchester University Press, Manchester.

FUKUYAMA F. (1995), *Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, The Free Press (Simon & Schuster), New York.

GAMBETTA D. (1989), *Le strategie della fiducia. Indagini sulla razionalità della cooperazione*, Einaudi, Torino.

GUIDICINI P. (1978), *Gruppi e sub-unità spaziali nella città*, Città Nuova Editrice, Roma.

LAVILLE JL, (1997), L'association : une liberté propre à la démocratie, in LAVILLE JL et SANINSAULIEU R. *Sociologie de l'association*, Desclée de Brouwer, Paris.

MELONI (1996), Mezzogiorno oggi, *Meridiana*, n. 26.

MUTTI A. (1992), *Il buon vicino, rapporti di vicinato nella metropoli*, Il Mulino, Bologna

MUTTI A. (1998), *Capitale sociale e sviluppo*, Il Mulino Saggi, Bologna.

LEDRUT R. (1969), *Sociologia urbana*, Il Mulino, Bologna.

PENDENZA M. (2000), *Cooperazione, fiducia e capitale sociale*, Liguori Editore, Napoli.

PUTNAM R. (1993), The prosperous community, social capital and public life, *The American Prospect*, n.13.

SCORDATO C. (1994), *Le formiche della storia. Un itinerario collettivo di liberazione all'Albergheria di Palermo*, Cittadella Editrice, Assisi.

SIMMEL G. (1989), *Philosophie de la modernité*, Payot, vol. 1, Paris.

TRIGILIA C. (1995), *Cultura e sviluppo. L'associazionismo nel Mezzogiorno*, Meridiana Libri, Catanzaro.

TURNATURI G. (1991), *Associati per amore : l'etica degli affetti e delle relazioni quotidiane*, Feltrinelli, Milano.